

## MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

### Direction générale de l'offre de soins

Sous-direction de la régulation de l'offre de soins

Bureau de la synthèse organisationnelle et  
financière (R1)

Personne chargée du dossier :

Olivia BRANCO

Mail : [olivia.branco@sante.gouv.fr](mailto:olivia.branco@sante.gouv.fr)

La ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des agences régionales de santé

**CIRCULAIRE n° DGOS/R1/2019/233** du 07 novembre 2019 relative à la campagne tarifaire  
et budgétaire 2019 des établissements de santé.

**Validée par le CNP le vendredi 11 octobre 2019 - Visa CNP 2019-91**

**NOR : SSAH1932182C**

**Déposée sur le site [circulaires.gouv.fr](http://circulaires.gouv.fr) : oui**

**Classement thématique : Établissements de santé**

**Catégorie :** Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

**Résumé :** Fixation des ressources d'assurance maladie des établissements de santé

**Mots-clés :** hôpital ; clinique ; établissements de santé ; tarification à l'activité ; dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ; dotation annuelle de financement ; agences régionales de santé.

**Textes de référence :**

- Code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-13, L. 162-23-1, L. 162-23-8, L.174-1, L.174-1-1, R.162-22 à R.162-34-13 et D.162-6 à D.162-8 ;
- Code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
- Loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale et notamment son article 33 modifié ;
- Loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale ;

- Arrêté du 29 mars 2018 fixant le modèle de suivi et d'analyse de l'exécution de l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 18 juin 2019 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8 ;
- Arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 6 mars 2019 portant détermination pour 2019 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L. 162-22-2 du code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Arrêté du 30 avril 2019 fixant, pour l'année 2019, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L.174-1-2 du code de la sécurité sociale.
- Arrêté du 8 juillet 2019 fixant, pour l'année 2019, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code.
- [Circulaire n° DGOS/R1/2019/111 du 7 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé.](#)
- [Arrêté du 5 novembre 2019 fixant, pour l'année 2019, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code.](#)

#### **Annexes :**

Annexe IA : Montants régionaux MIGAC  
 Annexe IB : Montants régionaux DAF PSY  
 Annexe IC : Montants régionaux DAF MCO  
 Annexe ID : Montants régionaux DAF SSR  
 Annexe IE : Montants régionaux MIGAC SSR  
 Annexe IF : Montants régionaux USLD  
 Annexe II : Mesures relatives aux ressources humaines  
 Annexe III : Plans et mesures de santé publique  
 Annexe IV: Investissements hospitaliers  
 Annexe V: Innovation, recherche et référence  
 Annexe VI : Financement des activités de psychiatrie  
 Annexe VII: Accompagnements ou mesures ponctuelles

**Diffusion :** Les établissements sous votre tutelle doivent être destinataires de cette circulaire selon le dispositif existant au niveau régional.

En complément de la circulaire susvisée du 7 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé, la présente circulaire vise à préciser les conditions d'allocation des ressources complémentaires versées aux établissements de santé de vos régions.

En effet, la modification de vos dotations régionales conduit à vous allouer **468,8M€ de crédits supplémentaires**, soit :

- ❖ **450,6 M€** intégrés dans les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation (MIGAC) ;
- ❖ **4,2 M€** intégrés dans les dotations régionales de l'objectif des dépenses d'assurances maladies sur le champ SSR ;
- ❖ **14 M€** intégrés dans les dotations régionales de l'objectif des dépenses d'assurance maladie (ODAM).

Cette délégation est principalement portée par l'octroi de crédits relatifs aux missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI), notamment les projets de recherche, les activités de recours exceptionnel et les actes hors nomenclature.

Par ailleurs, conformément aux orientations de la feuille de route « santé mentale et psychiatrie », j'ai tenu à ce que des moyens supplémentaires soient alloués pour soutenir le développement des prises en charge de psychiatrie ambulatoires, y compris intensives.

Ces prises en charge font en effet partie intégrante de l'organisation des soins de proximité dans le cadre de la mission de psychiatrie de secteur, pour aller au-devant des personnes et favoriser le maintien de la personne dans son milieu de vie ordinaire, facilitant son insertion sociale et professionnelle.

L'objectif poursuivi est ainsi de fluidifier l'accès aux soins et de réduire les délais d'attente.

J'ai également souhaité, compte tenu du caractère aujourd'hui disparate de l'offre de soins de réhabilitation psycho-sociale qui reste peu développée dans certains territoires, et en accord avec les priorités identifiées par la stratégie autisme pour les troubles du neuro-développement, que des moyens supplémentaires puissent être accordés au titre du renforcement et du développement d'une offre de proximité autour de la réhabilitation psycho-sociale.

D'autres mesures complètent cette deuxième délégation, en particulier des mesures relatives à la mise en œuvre des plans de santé publique comme le plan national maladies rares avec le développement des filières d'appui à l'expertise des maladies rares ou encore le plan national maladies neurodégénératives avec le développement de l'hospitalisation à domicile pour les personnes atteintes de maladies neurodégénératives.

Enfin, au titre des investissements hospitaliers, j'ai souhaité mettre l'accent sur la convergence des systèmes d'information de groupements hospitaliers de territoire (GHT). Un soutien financier est ainsi alloué pour accompagner cette convergence.

Vous trouverez le détail qui vous permettra d'orienter la notification des crédits au sein de vos régions respectives dans les différentes annexes thématiques de cette circulaire.

Je vous invite à veiller à ce que l'outil HAPI soit précisément employé permettant ainsi un suivi fiable et continu des ressources budgétaires 2019.

Je compte sur votre collaboration et vous remercie pour votre action.

La Ministre des solidarités et de la santé

A stylized, bold, black signature of Agnès Buzyn, slanted upwards to the right.

Agnès BUZYN

| Région                            | Dotations          | Financement<br>des activités<br>de recours<br>exceptionnel | Projets de recherche<br>entrant dans le<br>programme hospitalier<br>de recherche clinique<br>national (PHRCN) | Projets de recherche<br>entrant dans le<br>programme hospitalier<br>de recherche clinique en<br>cancérologie (PHRCK) | Projets de recherche<br>entrant dans le<br>programme hospitalier<br>de recherche clinique<br>interrégional (PHRCI) | Projets de recherche<br>entrant dans le<br>programme de<br>recherche<br>translationnelle en<br>santé (PRTS) | Projets de<br>recherche entrant<br>dans le programme<br>de recherche<br>translationnelle en<br>cancérologie (PRTK) |
|-----------------------------------|--------------------|--|---|--|--|---|--|
| VECTEUR                           |                    | MIG MCO  | MIG MCO   | MIG MCO  | MIG MCO  | MIG MCO   | MIG MCO  |
| N° MIG/AC/DAF                     |                    | C03  | D05   | D06  | D07  | D09   | D10  |
| JPE/NR/R                          |                    | JPE  | JPE   | JPE  | JPE  | JPE   | JPE  |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 646 201,9          | 7 288,8  | 646,2   | 212,7  | 597,8  |   | 259,6  |
| Bourgogne Franche Comté           | 243 093,6          | 983,5  | 301,2   | 112,1  | 144,6  |   |  |
| Bretagne                          | 243 144,0          | 1 014,7  | 466,5   |  | 236,2  |   |  |
| Centre Val de Loire               | 183 324,4          | 1 215,3  |   |  | 30,0   |   |  |
| Corse                             | 44 279,9           | 23,5   |   |  |  |   |  |
| Grand Est                         | 453 473,2          | 3 557,7  | 42,8  |  | 559,5  |   | 41,4   |
| Hauts-de-France                   | 484 239,2          | 3 264,4  |   |  | 184,1  | 99,8  | 85,8   |
| Ile-de-France                     | 1 375 324,3        | 16 440,4   | 1 486,1   | 894,4  | 1 235,4  | 198,0   | 223,0  |
| Normandie                         | 250 978,3          | 1 131,0  | 170,3   |  | 296,8  |   |  |
| Nouvelle-Aquitaine                | 452 551,7          | 2 962,9  | 53,5  | 258,6  | 217,4  |   | 42,4   |
| Occitanie                         | 497 144,0          | 4 555,4  | 465,6   | 218,5  | 776,3  | 18,8  | 116,9  |
| Pays de la Loire                  | 269 113,2          | 2 012,5  | 1 539,1   | 68,8   | 485,1  | 65,0  | 13,3   |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 423 938,3          | 4 279,4  | 71,8  |  | 383,4  |   | 108,4  |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>5 566 806,0</b> | <b>48 729,5</b>  | <b>5 243,0</b>  | <b>1 765,2</b>   | <b>5 146,7</b>   | <b>381,7</b>  | <b>891,0</b>   |
| Guadeloupe                        | 89 486,2           | 0,7  |   |  | 29,155   |   |  |
| Guyane                            | 54 732,4           | 55,3   |   |  |  |   |  |
| Martinique                        | 132 472,7          | 171,3  |   |  | 43,564   |   |  |
| Océan Indien                      | 89 750,8           | 549,4  |   |  |  |   |  |
| <b>DOM</b>                        | <b>366 442,2</b>   | <b>776,7</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>   | <b>72,7</b>  | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>5 933 248,2</b> | <b>49 506,2</b>  | <b>5 243,0</b>  | <b>1 765,2</b>   | <b>5 219,4</b>   | <b>381,7</b>  | <b>891,0</b>   |

| Région                            | Projets de recherche entrant dans le programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) | Projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP) | Projets de recherche entrant dans le programme de soutien aux techniques innovantes (PSTIC) | Soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation | Projets de recherche entrant dans le programme de recherche médico-économique (PRME) | Centres d'implantation cochléaire et du tronc cérébral | Centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN) |
|-----------------------------------|--|--|---|--|--|--|--|
| VECTEUR                           | MIG MCO  | MIG MCO  | MIG MCO   | MIG MCO  | MIG MCO  | MIG MCO  | MIG MCO  |
| N° MIG/AC/DAF                     | D11  | D12  | D14   | D20  | D21  | F09  | F12  |
| JPE/NR/R                          | JPE  | JPE  | JPE   | JPE  | JPE  | JPE  | JPE  |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 1 100,9  | 33,0   |   |  | 294,9  | 1 213,7  | 1 782,0  |
| Bourgogne Franche Comté           | 862,5  |  |   |  |  | 159,1  | 461,7  |
| Bretagne                          |  |  |   | 120,7  |  | 294,4  | 675,0  |
| Centre Val de Loire               |  |  |   | 100,0  |  | 329,3  | 407,7  |
| Corse                             |  |  |   |  |  |  |  |
| Grand Est                         | 69,6   |  |   | 143,4  |  | 523,8  | 891,0  |
| Hauts-de-France                   |  |  |   |  |  | 735,8  | 857,6  |
| Ile-de-France                     | 447,4  | 47,7   |   | 452,4  |  | 3 122,9  | 3 325,1  |
| Normandie                         |  |  |   |  |  | 397,0  | 740,7  |
| Nouvelle-Aquitaine                | 841,4  |  |   |  |  | 400,1  | 1 019,7  |
| Occitanie                         |  |  |   | 100,0  | 258,1  | 729,5  | 1 053,0  |
| Pays de la Loire                  |  |  | 181,0   |  |  | 332,0  | 833,2  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 757,6  | 46,0   |   |  |  | 345,2  | 999,0  |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>4 079,3</b>   | <b>126,7</b>   | <b>181,0</b>  | <b>916,5</b>   | <b>553,0</b>   | <b>8 582,8</b>   | <b>13 045,7</b>  |
| Guadeloupe                        |  |  |   |  |  |  | 232,0  |
| Guyane                            |  |  |   |  |  |  |  |
| Martinique                        |  |  |   |  |  |  | 232,0  |
| Océan Indien                      |  |  |   |  |  | 158,6  | 436,2  |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>158,6</b>   | <b>900,3</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>4 079,3</b>   | <b>126,7</b>   | <b>181,0</b>  | <b>916,5</b>   | <b>553,0</b>   | <b>8 741,4</b>   | <b>13 946,0</b>  |

| Région                            | Centres de diagnostic<br>préimplantatoire (CDPI) | Centres nationaux de<br>référence pour la lutte<br>contre les maladies<br>transmissibles<br>mentionnés à l'article L.<br>1413-4 du code de la<br>santé publique | Filières de santé pour<br>les maladies rares | Appui à<br>l'expertise<br>maladies rares -<br>PNDS | Actes de biologie et<br>d'anatomopathologie<br>non inscrits aux<br>nomenclatures, à<br>l'exception de ceux<br>faisant l'objet d'autres<br>financements<br>hospitaliers | OMEDIT         | Les registres<br>épidémiologiques |
|-----------------------------------|--|---|--|--|--|----------------|-----------------------------------|
| VECTEUR                           | MIG MCO  | MIG MCO   | MIG MCO                                      | MIG MCO  | MIG MCO  | MIG MCO        | MIG MCO                           |
| N° MIG/AC/DAF                     | F13  | F14   | F17  | F23  | G03  | H01            | H07                               |
| JPE/NR/R                          | JPE  | JPE   | JPE  | JPE  | JPE  | JPE            | JPE                               |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 863,8  | 1 207,9   | 899,9  | 367,5  | 29 181,9   | 363,9          | 18,0                              |
| Bourgogne Franche Comté           |  | 449,8   | 375,0  | 67,5   | 11 518,0   | 194,0          |                                   |
| Bretagne                          |  | 220,1   |  | 37,5   | 10 878,3   | 179,8          |                                   |
| Centre Val de Loire               |  | -85,8   |  | 45,0   | 4 811,0  | 59,5           |                                   |
| Corse                             |  |   |  |  | 69,9   |                |                                   |
| Grand Est                         | 932,6  | 174,7   | 450,0  | 45,0   | 16 760,3   | 272,1          |                                   |
| Hauts-de-France                   |  |   | 674,9  | 150,0  | 18 967,5   | 262,1          |                                   |
| Ile-de-France                     | 1 355,9  | 1 837,1   | 3 749,7                                      | 1 267,5  | 105 651,9  | 177,4          |                                   |
| Normandie                         |  | 136,8   |  | 30,0   | 9 464,4  | 150,3          |                                   |
| Nouvelle-Aquitaine                |  | 464,9   |  | 67,5   | 19 064,5   | 136,1          |                                   |
| Occitanie                         | 1 200,8  | 59,5  | 300,0  | 135,0  | 20 098,4   | 317,9          |                                   |
| Pays de la Loire                  | 1 120,5  |   | 375,0  | 105,0  | 12 186,2   | 126,7          |                                   |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        |  |   | 674,9  | 120,0  | 22 454,1   | 370,4          |                                   |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>5 473,5</b>                                   | <b>4 465,0</b>  | <b>7 499,3</b>                               | <b>2 437,5</b>                                     | <b>281 106,3</b>   | <b>2 610,1</b> | <b>18,0</b>                       |
| Guadeloupe                        |  |   |  |  | 67,7   |                |                                   |
| Guyane                            |  | -30,5   |  |  | 82,2   | 98,9           |                                   |
| Martinique                        |  |   |  |  | 396,1  | 102,8          |                                   |
| Océan Indien                      |  | 71,9  |  |  | 1 825,5  | 87,9           |                                   |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>                                       | <b>41,4</b>   | <b>0,0</b>                                   | <b>0,0</b>   | <b>2 371,5</b>   | <b>289,6</b>   | <b>0,0</b>                        |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>5 473,5</b>                                   | <b>4 506,4</b>  | <b>7 499,3</b>                               | <b>2 437,5</b>                                     | <b>283 477,9</b>   | <b>2 899,7</b> | <b>18,0</b>                       |

| Région                            | Centre National Soins Palliatifs Fin de Vie | Prélèvements de tissus lors de prélèvement multi-organes et à cœur arrêté | Acquisition et la maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | Consultations d'évaluation pluriprofessionnelle post Accident Vasculaire Cérébral (AVC) | Aide médicale urgente en milieu périlleux | Unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP ; ex UCSA) | Chambres sécurisées pour détenus | Financement titre exceptionnel de Qarziba dans le traitement du neuroblastome de haut risque |
|-----------------------------------|---|---|---|---|---|--|----------------------------------|--|
| VECTEUR                           | MIG MCO                                     | MIG MCO   | MIG MCO   | MIG MCO   | MIG MCO                                   | MIG MCO  | MIG MCO                          | AC MCO   |
| N° MIG/AC/DAF                     | H09   | J03   | O03   | P11   | Q06                                       | T03  | T04                              |  |
| JPE/NR/R                          | JPE   | JPE   | JPE   | JPE   | JPE                                       | R  | R                                | NR   |
| Auvergne-Rhône-Alpes              |   | 135,5   |   | 401,7   |   |  |                                  |  |
| Bourgogne Franche Comté           |   |   |   | 186,4   |   |  | 51,9                             | 68,8   |
| Bretagne                          |   |   |   | 234,5   |   |  |                                  | 94,6   |
| Centre Val de Loire               |   |   |   | 147,4   |   |  |                                  |  |
| Corse                             |   |   | 100,0   | 18,6  |   |  |                                  |  |
| Grand Est                         |   |   |   | 319,7   |   |  |                                  | 51,6   |
| Hauts-de-France                   |   |   | 28,5  | 346,7   |   |  |                                  | 378,1  |
| Ile-de-France                     | 100,0                                       |   |   | 561,7   |   |  |                                  | 146,2  |
| Normandie                         |   |   |   | 191,2   |   |  |                                  |  |
| Nouvelle-Aquitaine                |   |   |   | 395,0   | 181,9                                     | 190,0  |                                  |  |
| Occitanie                         |   |   |   | 352,1   |   |  | 103,9                            | 68,8   |
| Pays de la Loire                  |   |   |   | 196,6   |   |  |                                  | 172,0  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        |   |   |   | 298,2   |   |  |                                  |  |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>100,0</b>                                | <b>135,5</b>  | <b>128,5</b>  | <b>3 649,8</b>  | <b>181,9</b>                              | <b>190,0</b>   | <b>155,8</b>                     | <b>980,1</b>   |
| Guadeloupe                        |   |   |   | 22,0  |   |  |                                  |  |
| Guyane                            |   |   |   | 8,5   |   |  |                                  |  |
| Martinique                        |   |   |   | 18,6  |   |  |                                  |  |
| Océan Indien                      |   |   |   | 46,1  |   |  |                                  |  |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>                                  | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>  | <b>95,2</b>   | <b>0,0</b>                                | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>                       | <b>0,0</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>100,0</b>                                | <b>135,5</b>  | <b>128,5</b>  | <b>3 745,0</b>  | <b>181,9</b>                              | <b>190,0</b>   | <b>155,8</b>                     | <b>980,1</b>   |



| Région                            | Plan France<br>médecine<br>génomique<br>(FMG) 2025 | Transfert de contre-<br>mesures médicales<br>complémentaires | Aide<br>exceptionnelle<br>aux ES en<br>difficulté | Performance SI de<br>Gestion - (SI ACHAT) | SIMPHONIE      | Appel à projets SI<br>GHT | Programme ROR  | Programme ROR -<br>Plan autisme |
|-----------------------------------|--|--|---|---|----------------|---------------------------|----------------|---------------------------------|
| VECTEUR                           | AC MCO   | AC MCO   | AC MCO  | AC MCO                                    | AC MCO         | AC MCO                    | AC MCO         | AC MCO                          |
| N° MIG/AC/DAF                     |  |  |   |   |                |                           |                |                                 |
| JPE/NR/R                          | NR   | NR   | NR  | NR  | NR             | NR                        | NR             | NR                              |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 1 559,0  |  |   | 605,0                                     | 674,0          | 901,9                     | 212,2          | 75,0                            |
| Bourgogne Franche Comté           |  |  | 2 000,0   |   | 447,0          | 408,9                     | 145,2          |                                 |
| Bretagne                          |  | 25,7   |   |   | 288,0          | 408,2                     | 146,9          |                                 |
| Centre Val de Loire               |  |  |   |   | 191,0          | 333,4                     | 130,4          |                                 |
| Corse                             |  |  | 4 000,0   |   | 28,0           | 51,5                      | 93,3           |                                 |
| Grand Est                         |  | 61,5   |   |   | 409,0          | 696,8                     | 170,2          |                                 |
| Hauts-de-France                   |  | 32,7   |   | 180,0                                     | 506,0          | 701,4                     | 160,7          |                                 |
| Ile-de-France                     | 1 172,3  | 160,0  |   | 865,0                                     | 502,0          | 618,5                     | 737,1          |                                 |
| Normandie                         |  |  |   |   | 479,0          | 429,3                     | 145,7          |                                 |
| Nouvelle-Aquitaine                |  | 42,0   |   |   | 403,0          | 726,2                     | 174,5          |                                 |
| Occitanie                         |  |  |   |   | 386,0          | 570,3                     | 188,3          |                                 |
| Pays de la Loire                  |  | 30,0   |   |   | 416,0          | 408,4                     | 173,2          |                                 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        |  | 77,0   |   |   | 149,0          | 499,3                     | 608,0          |                                 |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>2 731,3</b>                                     | <b>428,8</b>   | <b>6 000,0</b>                                    | <b>1 650,0</b>                            | <b>4 878,0</b> | <b>6 754,3</b>            | <b>3 085,7</b> | <b>75,0</b>                     |
| Guadeloupe                        |  |  |   |   | 2,0            | 60,3                      | 94,6           |                                 |
| Guyane                            |  |  | 3 000,0   |   | 16,0           | 53,6                      | 91,7           |                                 |
| Martinique                        |  |  |   |   |                | 28,7                      | 91,4           |                                 |
| Océan Indien                      |  |  |   |   | 8,0            | 103,2                     | 96,6           |                                 |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>3 000,0</b>                                    | <b>0,0</b>                                | <b>26,0</b>    | <b>245,7</b>              | <b>374,3</b>   | <b>0,0</b>                      |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>2 731,3</b>                                     | <b>428,8</b>   | <b>9 000,0</b>                                    | <b>1 650,0</b>                            | <b>4 904,0</b> | <b>7 000,0</b>            | <b>3 460,0</b> | <b>75,0</b>                     |

| Région                            | Formation des assistants régulateurs médicaux (ARM) | PADHUE -Sages-femmes | ANTARES        | Assistants spécialisés soins palliatifs | Années de recherche Soins Palliatifs | Plateformes d'orientation et de coordination dans le cadre de la mise en place du parcours de bilan et d'intervention précoce pour les troubles du neuro développement (TND) | HAD - Plan Maladies neuro-dégénératives (PMND) | Mesures ponctuelles |
|-----------------------------------|---|----------------------|----------------|---|--------------------------------------|--|--|---------------------|
| VECTEUR                           | AC MCO  | AC MCO               | AC MCO         | AC MCO                                  | AC MCO                               | AC MCO   | AC MCO   | AC MCO              |
| N° MIG/AC/DAF                     |   |                      |                |   |                                      |  |  |                     |
| JPE/NR/R                          |   |                      |                |   |                                      |  |  |                     |
|                                   | NR  | NR                   | NR             | NR                                      | NR                                   | NR   | NR   | R                   |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 11,0  |                      | 1 500,0        | 38,4                                    |                                      | 205,1  | 702,8  | 72,2                |
| Bourgogne Franche Comté           |   |                      |                | 9,6                                     | 67,5                                 |  | 234,6  |                     |
| Bretagne                          | 11,0  |                      |                | 9,6                                     |                                      |  | 303,2  | 124,0               |
| Centre Val de Loire               |   |                      |                | 86,4                                    |                                      |  | 281,9  |                     |
| Corse                             |   |                      |                |   |                                      |  | 45,0   |                     |
| Grand Est                         | 22,0  |                      |                | 48,0                                    |                                      |  | 488,6  | 20,1                |
| Hauts-de-France                   | 11,0  |                      |                | 48,0                                    |                                      |  | 1 107,6  | -24,7               |
| Ile-de-France                     | 11,0  | 30,3                 |                | 48,0                                    |                                      | 397,4  | 996,7  | -228,7              |
| Normandie                         |   |                      |                | 86,4                                    |                                      |  | 342,9  |                     |
| Nouvelle-Aquitaine                | 11,0  |                      |                | 19,2                                    |                                      |  | 958,0  | 33,0                |
| Occitanie                         | 11,0  |                      |                | 38,4                                    |                                      |  | 300,6  | 81,3                |
| Pays de la Loire                  | 11,0  |                      |                | 57,6                                    |                                      | 198,0  | 279,4  |                     |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 11,0  |                      |                | 19,2                                    |                                      |  | 640,2  |                     |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>110,0</b>  | <b>30,3</b>          | <b>1 500,0</b> | <b>508,8</b>                            | <b>67,5</b>                          | <b>800,5</b>   | <b>6 681,5</b>                                 | <b>77,1</b>         |
| Guadeloupe                        |   |                      |                |   |                                      |  | 452,7  |                     |
| Guyane                            |   |                      |                |   |                                      |  | 99,2   |                     |
| Martinique                        |   |                      |                |   |                                      |  | 61,1   |                     |
| Océan Indien                      |   |                      |                |   |                                      |  | 305,6  |                     |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>                              | <b>0,0</b>                           | <b>0,0</b>   | <b>918,5</b>                                   | <b>0,0</b>          |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>110,0</b>  | <b>30,3</b>          | <b>1 500,0</b> | <b>508,8</b>                            | <b>67,5</b>                          | <b>800,5</b>   | <b>7 600,0</b>                                 | <b>77,1</b>         |

| Région                            | Mesures ponctuelles | Total mesures déléguées | Total dotations    |
|-----------------------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| VECTEUR                           | AC MCO              |                         |                    |
| N° MIG/AC/DAF                     |                     |                         |                    |
| JPE/NR/R                          | NR                  |                         |                    |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | -279,9              | 53 146,2                | 699 348,1          |
| Bourgogne Franche Comté           |                     | 19 249,0                | 262 342,6          |
| Bretagne                          | -79,0               | 15 689,8                | 258 833,7          |
| Centre Val de Loire               |                     | 8 082,5                 | 191 406,9          |
| Corse                             | 2 940,0             | 7 370,0                 | 51 649,9           |
| Grand Est                         | 4 502,9             | 31 254,2                | 484 727,4          |
| Hauts-de-France                   | 62,5                | 28 820,4                | 513 059,6          |
| Ile-de-France                     | 69,6                | 148 099,6               | 1 523 423,9        |
| Normandie                         | 21,7                | 14 213,5                | 265 191,8          |
| Nouvelle-Aquitaine                | -16,5               | 28 646,2                | 481 197,9          |
| Occitanie                         | -8,1                | 32 496,3                | 529 640,3          |
| Pays de la Loire                  | -20,4               | 21 365,0                | 290 478,2          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        |                     | 32 912,3                | 456 850,6          |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>7 192,8</b>      | <b>441 344,8</b>        | <b>6 008 150,9</b> |
| Guadeloupe                        |                     | 961,2                   | 90 447,4           |
| Guyane                            |                     | 3 474,9                 | 58 207,2           |
| Martinique                        |                     | 1 145,6                 | 133 618,3          |
| Océan Indien                      |                     | 3 688,8                 | 93 439,6           |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>          | <b>9 270,5</b>          | <b>375 712,7</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>7 192,8</b>      | <b>450 615,4</b>        | <b>6 383 863,5</b> |

| Région                            | Dotations          | Aide exceptionnelle<br>aux ES en difficulté | Projets de recherche<br>entrant dans le<br>programme hospitalier<br>de recherche clinique<br>interrégional (PHRCI) | Performance SI de<br>Gestion<br>(SI ACHAT) | SIMPHONIE   | Prise en charge<br>psychologique des<br>mineurs retour de<br>zone de conflit |
|-----------------------------------|--------------------|---|--|--|-------------|--|
| VECTEUR                           |                    | DAF PSY                                     | DAF PSY  | DAF PSY                                    | DAF PSY     | DAF PSY  |
| N° MIG/AC/DAF                     |                    |   |  |  |             |  |
| JPE/NR/R                          |                    | NR  | NR   | NR   | NR          | NR   |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 1 036 261,0        | 500,0                                       | 31,3   | 350,0                                      | 24,1        | 75,0   |
| Bourgogne Franche Comté           | 394 308,5          |   |  |  |             |  |
| Bretagne                          | 486 811,4          |   |  |  |             |  |
| Centre Val de Loire               | 299 800,7          |   |  |  |             |  |
| Corse                             | 45 549,2           |   |  |  |             |  |
| Grand Est                         | 756 598,6          |   |  |  |             |  |
| Hauts-de-France                   | 835 407,4          |   |  |  |             |  |
| Ile-de-France                     | 1 691 879,2        |   |  |  |             |  |
| Normandie                         | 469 051,6          |   |  |  |             |  |
| Nouvelle-Aquitaine                | 849 692,1          |   |  |  |             |  |
| Occitanie                         | 689 469,5          |   |  |  |             |  |
| Pays de la Loire                  | 444 645,3          |   |  |  |             |  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 623 925,5          |   |  |  |             |  |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>8 623 400,0</b> | <b>500,0</b>                                | <b>31,3</b>  | <b>350,0</b>                               | <b>24,1</b> | <b>75,0</b>  |
| Guadeloupe                        | 69 297,1           |   |  |  |             |  |
| Guyane                            | 32 723,5           |   |  |  |             |  |
| Martinique                        | 65 768,3           |   |  |  |             |  |
| Océan Indien                      | 107 345,3          |   |  |  |             |  |
| <b>DOM</b>                        | <b>275 134,2</b>   | <b>0,0</b>                                  | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>                                 | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>8 898 534,2</b> | <b>500,0</b>                                | <b>31,3</b>  | <b>350,0</b>                               | <b>24,1</b> | <b>75,0</b>  |

## Annexe I B - DAF PSY

| Région                            | Réhabilitation<br>cognitive et psycho-<br>sociale | Unités sanitaires en<br>milieu pénitentiaire<br>(USMP ; ex UCSA) | Offre graduée en<br>santé mentale | Accompagnement des<br>prises en charge<br>ambulatoire et de la<br>mobilité des équipes en<br>psychiatrie | Fongibilité |
|-----------------------------------|---|--|-----------------------------------|--|-------------|
| VECTEUR                           | DAF PSY   | DAF PSY  | DAF PSY                           | DAF PSY  | DAF PSY     |
| N° MIG/AC/DAF                     |   |  |                                   |  |             |
| JPE/NR/R                          |   |  |                                   |  |             |
|                                   | R   | R  | R                                 | R  | R           |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 678,5   |  | 158,0                             | 476,3  | 116,3       |
| Bourgogne Franche Comté           | 250,4   |  |                                   | 168,6  |             |
| Bretagne                          | 289,7   |  |                                   | 198,2  |             |
| Centre Val de Loire               | 226,1   |  |                                   | 155,1  |             |
| Corse                             | 27,0  |  |                                   | 19,0   |             |
| Grand Est                         | 483,3   |  | 53,3                              | 333,5  | -71,6       |
| Hauts-de-France                   | 520,0   |  | 79,0                              | 369,7  |             |
| Ile-de-France                     | 1 027,3   |  |                                   | 738,3  |             |
| Normandie                         | 283,6   |  |                                   | 202,3  |             |
| Nouvelle-Aquitaine                | 518,9   | 63,3   | 79,0                              | 348,6  |             |
| Occitanie                         | 528,7   |  |                                   | 342,9  |             |
| Pays de la Loire                  | 309,5   |  |                                   | 226,6  |             |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 434,9   |  |                                   | 298,0  |             |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>5 577,9</b>                                    | <b>63,3</b>  | <b>369,3</b>                      | <b>3 877,1</b>   | <b>44,6</b> |
| Guadeloupe                        | 33,2  |  |                                   | 25,1   |             |
| Guyane                            | 20,2  |  |                                   | 18,7   |             |
| Martinique                        | 32,4  |  |                                   | 23,4   |             |
| Océan Indien                      | 72,3  |  |                                   | 55,7   |             |
| <b>DOM</b>                        | <b>158,1</b>                                      | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>                        | <b>122,9</b>   | <b>0,0</b>  |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>5 736,0</b>                                    | <b>63,3</b>  | <b>369,3</b>                      | <b>4 000,0</b>   | <b>44,6</b> |

| Région                            | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total mesures déléguées | Total dotations    |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| VECTEUR                           | DAF PSY             | DAF PSY             |                         |                    |
| N° MIG/AC/DAF                     |                     |                     |                         |                    |
| JPE/NR/R                          |                     |                     |                         |                    |
|                                   | R                   | NR                  |                         |                    |
| Auvergne-Rhône-Alpes              |                     | 228,6               | 1 922,7                 | 1 038 183,6        |
| Bourgogne Franche Comté           | -30,9               | 5,2                 | 509,5                   | 394 818,0          |
| Bretagne                          | 1,0                 |                     | 513,0                   | 487 324,4          |
| Centre Val de Loire               |                     |                     | 381,2                   | 300 181,9          |
| Corse                             |                     |                     | 546,0                   | 46 095,3           |
| Grand Est                         | 79,9                | -19,8               | 930,1                   | 757 528,7          |
| Hauts-de-France                   | 17,9                |                     | 986,6                   | 836 393,9          |
| Ile-de-France                     | 151,8               | -70,9               | 1 849,9                 | 1 693 729,1        |
| Normandie                         |                     |                     | 485,9                   | 469 537,5          |
| Nouvelle-Aquitaine                | 5,5                 |                     | 1 015,4                 | 850 707,5          |
| Occitanie                         |                     |                     | 871,6                   | 690 341,1          |
| Pays de la Loire                  | 15,5                | -5,2                | 546,5                   | 445 191,8          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 43,0                | -21,5               | 754,4                   | 624 679,9          |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>283,6</b>        | <b>116,3</b>        | <b>11 312,7</b>         | <b>8 634 712,7</b> |
| Guadeloupe                        |                     |                     | 58,3                    | 69 355,4           |
| Guyane                            |                     |                     | 38,9                    | 32 762,4           |
| Martinique                        |                     |                     | 55,8                    | 65 824,1           |
| Océan Indien                      |                     |                     | 128,0                   | 107 473,2          |
| <b>DOM</b>                        | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>281,0</b>            | <b>275 415,1</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>283,6</b>        | <b>116,3</b>        | <b>11 593,6</b>         | <b>8 910 127,8</b> |

## Annexe I C - DAF MCO

| Région                            | Dotations        | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total mesures déléguées | Total dotations  |
|-----------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| VECTEUR                           |                  | DAF MCO             | DAF MCO             |                         |                  |
| N° MIG/AC/DAF                     |                  |                     |                     |                         |                  |
| JPE/NR/R                          |                  | R                   | NR                  |                         |                  |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 2 876,6          |                     |                     |                         | 2 876,6          |
| Bourgogne Franche Comté           |                  |                     |                     |                         |                  |
| Bretagne                          |                  |                     |                     |                         |                  |
| Centre Val de Loire               |                  |                     |                     |                         |                  |
| Corse                             |                  |                     |                     |                         |                  |
| Grand Est                         |                  |                     |                     |                         |                  |
| Hauts-de-France                   |                  |                     |                     |                         |                  |
| Ile-de-France                     |                  |                     |                     |                         |                  |
| Normandie                         |                  |                     |                     |                         |                  |
| Nouvelle-Aquitaine                |                  |                     |                     |                         |                  |
| Occitanie                         | 8 045,5          |                     |                     |                         | 8 045,5          |
| Pays de la Loire                  |                  |                     |                     |                         |                  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        |                  |                     |                     |                         |                  |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>10 922,1</b>  | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>              | <b>10 922,1</b>  |
| Guadeloupe                        | 206 140,6        |                     |                     |                         | 206 140,6        |
| Guyane                            |                  |                     |                     |                         |                  |
| Martinique                        |                  |                     |                     |                         |                  |
| Océan Indien                      |                  |                     |                     |                         |                  |
| <b>DOM</b>                        | <b>206 140,6</b> | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>              | <b>206 140,6</b> |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>217 062,6</b> | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>              | <b>217 062,6</b> |





## Annexe I D - DAF SSR

| Région                            | Dotations          | Fongibilité    | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total mesures  | Total dotations    |
|-----------------------------------|--------------------|----------------|---------------------|---------------------|----------------|--------------------|
| VECTEUR                           |                    | DAF SSR        | DAF SSR             | DAF SSR             | déléguées      |                    |
| N° MIG/AC/DAF                     |                    |                |                     |                     |                |                    |
| JPE/NR/R                          |                    | R              | R                   | NR                  |                |                    |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 684 670,4          |                | 108,8               | -1,6                | 107,1          | 684 777,5          |
| Bourgogne Franche Comté           | 197 524,7          | 1 202,0        | 26,9                | 2,9                 | 1 231,8        | 198 756,5          |
| Bretagne                          | 328 825,1          | 763,0          | 81,0                |                     | 844,0          | 329 669,0          |
| Centre Val de Loire               | 183 615,1          |                | 52,0                |                     | 52,0           | 183 667,1          |
| Corse                             | 19 841,5           |                |                     |                     |                | 19 841,5           |
| Grand Est                         | 531 979,1          | 2 577,0        | 392,2               |                     | 2 969,2        | 534 948,2          |
| Hauts-de-France                   | 533 162,0          | 219,3          | 96,6                |                     | 316,0          | 533 477,9          |
| Ile-de-France                     | 1 091 029,7        | -2 274,0       | 151,5               |                     | -2 122,5       | 1 088 907,2        |
| Normandie                         | 251 310,4          | 323,0          | 60,0                |                     | 383,0          | 251 693,3          |
| Nouvelle-Aquitaine                | 432 978,2          |                | 122,9               |                     | 122,9          | 433 101,0          |
| Occitanie                         | 416 410,7          |                | 65,7                |                     | 65,7           | 416 476,3          |
| Pays de la Loire                  | 321 537,8          |                | 42,9                |                     | 42,9           | 321 580,7          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 290 258,8          |                | 147,9               |                     | 147,9          | 290 406,7          |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>5 283 143,4</b> | <b>2 810,3</b> | <b>1 348,4</b>      | <b>1,3</b>          | <b>4 159,9</b> | <b>5 287 303,3</b> |
| Guadeloupe                        | <b>32 411,4</b>    |                |                     |                     |                | 32 411,4           |
| Guyane                            | <b>1 767,1</b>     |                |                     |                     |                | 1 767,1            |
| Martinique                        | <b>47 516,0</b>    |                |                     |                     |                | 47 516,0           |
| Océan Indien                      | <b>26 976,7</b>    |                |                     |                     |                | 26 976,7           |
| <b>DOM</b>                        | <b>108 671,2</b>   | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>     | <b>108 671,2</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>5 391 814,6</b> | <b>2 810,3</b> | <b>1 348,4</b>      | <b>1,3</b>          | <b>4 159,9</b> | <b>5 395 974,5</b> |

| Région                            | Dotations      | Consultations d'évaluation pluriprofessionnelle post Accident Vasculaire Cérébral (AVC) | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total mesures déléguées | Total dotations  |
|-----------------------------------|----------------|---|---------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| VECTEUR                           |                | MIG SSR   | AC SSR              | AC SSR              |                         |                  |
| N° MIG/AC/DAF                     |                | V03   |                     |                     |                         |                  |
| JPE/NR/R                          |                | JPE   | R                   | NR                  |                         |                  |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 26 010,5       | 73,4  |                     | -68,0               | -68,0                   | 25 942,6         |
| Bourgogne Franche Comté           | 6 388,1        |   |                     |                     |                         | 6 388,1          |
| Bretagne                          | 7 392,3        |   |                     |                     |                         | 7 392,3          |
| Centre Val de Loire               | 8 268,0        |   |                     |                     | 73,4                    | 8 341,4          |
| Corse                             | 630,2          |   |                     |                     |                         | 630,2            |
| Grand Est                         | 23 077,9       |   |                     |                     |                         | 23 077,9         |
| Hauts-de-France                   | 19 030,6       |   |                     |                     |                         | 19 030,6         |
| Ile-de-France                     | 23 932,4       |   |                     | 1,1                 | -4,0                    | 23 929,6         |
| Normandie                         | 7 966,1        |   |                     |                     |                         | 7 966,1          |
| Nouvelle-Aquitaine                | 7 389,2        |   |                     |                     |                         | 7 389,2          |
| Occitanie                         | 9 902,8        |   |                     |                     | 69,0                    | 9 971,8          |
| Pays de la Loire                  | 4 355,3        |   |                     |                     |                         | 4 355,3          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 14 556,3       |   |                     |                     |                         | 14 556,3         |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>#####</b>   | <b>73,4</b>   | <b>1,1</b>          | <b>-2,9</b>         | <b>71,7</b>             | <b>158 971,4</b> |
| Guadeloupe                        | 1 354,4        |   |                     |                     |                         | 1 354,4          |
| Guyane                            | 539,6          |   |                     |                     |                         | 539,6            |
| Martinique                        | 803,5          |   |                     |                     |                         | 803,5            |
| Océan Indien                      | 814,9          |   |                     |                     |                         | 814,9            |
| <b>DOM</b>                        | <b>3 512,4</b> | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>              | <b>3 512,4</b>   |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>#####</b>   | <b>73,4</b>   | <b>1,1</b>          | <b>-2,9</b>         | <b>71,7</b>             | <b>162 483,7</b> |

## Anexe I F - USLD

| Région                            | Dotations          | Fongibilité  | Mesures ponctuelles | Mesures ponctuelles | Total mesures déléguées                               | Total dotations    |
|-----------------------------------|--------------------|--|---------------------|---------------------|---|--------------------|
| VECTEUR                           |                    | USLD   | USLD                | USLD                |   |                    |
| N° MIG/AC/DAF                     |                    |  |                     |                     |   |                    |
| JPE/NR/R                          |                    | R  | R                   | NR                  |   |                    |
| Auvergne-Rhône-Alpes              | 123 408,2          | 113,7<br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>2 274,0 |                     |                     | 113,68<br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>2 274,0 | 123 408,2          |
| Bourgogne Franche Comté           | 42 431,9           |  |                     |                     |   | 42 545,6           |
| Bretagne                          | 48 755,6           |  |                     |                     |   | 48 755,6           |
| Centre Val de Loire               | 40 121,9           |  |                     |                     |   | 40 121,9           |
| Corse                             | 5 546,3            |  |                     |                     |   | 5 546,3            |
| Grand Est                         | 90 141,0           |  |                     |                     |   | 90 141,0           |
| Hauts-de-France                   | 90 173,0           |  |                     |                     |   | 90 173,0           |
| Ile-de-France                     | 184 318,6          |  |                     |                     |   | 186 592,6          |
| Normandie                         | 48 965,7           |  |                     |                     |   | 48 965,7           |
| Nouvelle-Aquitaine                | 103 827,6          |  |                     |                     |   | 103 827,6          |
| Occitanie                         | 100 021,2          |  |                     |                     |   | 100 021,2          |
| Pays de la Loire                  | 52 833,9           |  |                     |                     |   | 52 833,9           |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur        | 53 747,2           |  |                     |                     |   | 53 747,2           |
| <b>France métropolitaine</b>      | <b>984 292,2</b>   | <b>2 387,7</b>                                       | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>2 387,7</b>  | <b>986 679,9</b>   |
| Guadeloupe                        | 8 515,6            |  |                     |                     |   | 8 515,6            |
| Guyane                            | 979,7              |  |                     |                     |   | 979,7              |
| Martinique                        | 5 751,7            |  |                     |                     |   | 5 751,7            |
| Océan Indien                      | 3 845,2            |  |                     |                     |   | 3 845,2            |
| <b>DOM</b>                        | <b>19 092,3</b>    | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>  | <b>19 092,3</b>    |
| <b>Total dotations régionales</b> | <b>1 003 384,5</b> | <b>2 387,7</b>                                       | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>          | <b>2 387,7</b>  | <b>1 005 772,2</b> |

## **Annexe II.**

### **Mesures relatives aux ressources humaines**

Cette annexe donne des éléments de cadrage concernant les principales délégations relatives aux ressources humaines.

#### **I – Formation des assistants de régulation médicale (ARM) (AC NR)**

Afin d'améliorer la qualité de la régulation médicale au sein des centres de réception et de régulation des appels, une nouvelle formation d'un an conduisant à l'obtention du diplôme d'assistant de régulation médicale a été mise en place en septembre 2019. Cette formation est destinée à remplacer la formation d'adaptation à l'emploi qui était proposée aux personnes recrutées sur des fonctions d'assistant de régulation médicale. Ouverte aux bacheliers et aux personnes non bacheliers qui justifient d'une activité professionnelle de trois ans, la nouvelle formation est accessible par la voie de la formation initiale ou par la voie des études promotionnelles.

Elle comprend 1 470 heures dont la moitié de formation pratique. Les modalités d'accès, le déroulement de la formation théorique et pratique ainsi que les référentiels de certification et la liste des centres de formation agréés par le ministère sont régis par les décret et arrêtés du 19 juillet 2019 consultables sur le [site internet du ministère](#).

Des dispenses d'enseignement peuvent être accordées à certains professionnels. De même un dispositif transitoire spécifique d'évaluation et de validation des compétences est mis en place jusqu'au 31 décembre 2026 afin de permettre aux personnels qui exercent actuellement les fonctions d'assistant de régulation médicale de renforcer leurs compétences et d'obtenir le diplôme.

Dix centres de formation d'assistant de régulation médicale (CFARM), répartis dans neuf régions de métropole, ont été agréés en 2019 pour cinq ans, avec une capacité d'accueil totale de 400 places (auxquelles s'ajoutent les places nécessaires à la formation – certification des personnes formées en cursus partiel ou dans le cadre du dispositif transitoire).

Aussi, afin d'accompagner la création de ces dix nouvelles structures, le ministère verse dès 2019 une aide à chaque CFARM, dédiée exclusivement à la formation d'assistant de régulation médicale, pour la participation aux frais de structure et aux frais pédagogiques. Dans ce cadre, une enveloppe de crédits AC non reconductibles sera allouée aux CFARM, chaque année scolaire, pendant la durée de leur agrément (5 ans). Le CFARM peut utiliser cette enveloppe au financement de tout ou partie de la formation d'assistant de régulation médicale (pour les locaux, ressources pédagogiques, cours théoriques et pratiques, suivi pédagogique, organisation des jurys d'évaluation et de certification, délivrance du diplôme).

Le montant de cette aide, qui n'a pas vocation à compenser nécessairement l'intégralité des coûts générés par la création de cette formation, est constitué de deux parts :

- une part fixe de 11 000 € versés à chaque CFARM (frais de structure) ;

- une part qui varie en fonction du nombre d'élèves admis en formation et ne bénéficiant d'aucun financement externe (employeur, OPCO, Pôle emploi, etc), fixée à hauteur de 8 000 € par élève admis ;

**La dotation déléguée au titre de la présente circulaire porte exclusivement sur la part de 11 000 € par CFARM, soit un total de 110 000 € au niveau national pour la rentrée 2019.**

La part restante sera versée en troisième circulaire (ou en première circulaire 2020) sur la base du nombre réel d'élèves admis et effectivement inscrits dans chaque CFARM à l'issue de la phase de sélection et d'admission des candidats dans les CFARM. La dotation complémentaire sera donc réalisée après recensement par la DGOS de ces données auprès de chaque CFARM fin 2019.

Il est précisé que chaque CFARM applique la politique tarifaire de son choix pour les frais d'inscription et de scolarité dans le respect des conditions définies par les textes publiés en juillet 2019. Aussi, l'aide apportée par le ministère vise à réduire en priorité les frais de scolarité éventuellement facturés aux élèves issus de la formation initiale.

## **II – Financement d'un poste de sage-femme associée/PADHUE (AC NR)**

L'article L. 4111-2-I du code de la santé publique prévoit un dispositif permettant aux sages-femmes titulaires de diplômes délivrés par un Etat tiers à l'Union européenne lauréates des épreuves de vérification des connaissances organisées dans ce cadre, et ayant exercé une année probatoire de fonctions en qualité de sage-femme associée dans une unité d'obstétrique, de solliciter une autorisation d'exercice de la profession de sage-femme en France. La quasi-totalité des lauréates depuis 2009 ne parviennent pas à être recrutées par un établissement au terme de plusieurs années de recherche.

Cette dotation de **30 320€** a pour objet de financer les fonctions hospitalières probatoires d'une sage-femme en Ile-de-France, toujours en cours de recherche, se trouvant dans cette situation, afin de lui permettre de satisfaire à l'obligation légale et de poursuivre la procédure d'autorisation d'exercice de sa profession en France.

## Annexe III.

### Plans et mesures de santé publique

Pour 2019, la mise en œuvre des plans et mesures de santé publique se poursuit. Cette annexe présente les principales délégations opérées à ce titre dans le cadre de la présente circulaire.

## Les plans de santé publique

---

### I. Le plan national maladies rares

#### Les filières maladies rares (MIG F17 JPE)

Le 3<sup>ème</sup> plan national maladies rares vise à accroître le rôle des filières pour coordonner les actions des centres de référence et accompagner certaines étapes clés de la prise en charge (base de données Maladies rares, arbres décisionnels, annonce du diagnostic etc.).

A cette fin, les crédits alloués aux filières de santé maladies rares (MIG F17) sont délégués aux 23 filières en deux temps (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circulaire budgétaire).

Les années précédentes, la modélisation de cette MIG reposait sur une part fixe, et une part variable définie en fonction des projets et des objectifs fixés à la filière.

L'année 2019, année de transition, est marquée par la re-labellisation des filières dont le jury s'est tenu en juin, a décidé de reprendre la modélisation de l'année précédente, répartie au poids des crédits disponibles pour 2019.

Seule la filière « MUCO » s'est vu retrancher en circulaire 1,25 K€ de sa dotation globale du fait de l'existence d'un registre spécifique en son sein, la dispensant de recruter un mi-temps pour la formation des professionnels à BaMaRa.

Ainsi pour l'année 2019, les crédits de la MIG F17 sont en progression de + 2,06M€ par rapport à 2018 (+19%) et s'élève au total à 12,9M€ dont 5,4 M€ ont d'ores et déjà été alloués en 1<sup>ère</sup> circulaire 2019 et **7,5M€ en JPE sont délégués** dans la présente circulaire.

Ainsi, la totalité des filières ont vu leur dotation s'accroître en 2019. Un groupe de travail avec des représentants des filières est organisé en fin d'année pour réfléchir collectivement à une nouvelle modélisation de la MIG F17 pour l'année 2020.

#### L'Appui à l'expertise maladies rares (PNDS) (MIG F23 JPE)

Le 3<sup>ème</sup> plan national maladies rares, prévoit dans son action 7.4 de mobiliser les dispositifs de coordination de la prise en charge, notamment en amplifiant la production de protocoles nationaux de diagnostic et de soins (PNDS), de recommandations spécifiques (transition adolescent – adulte, urgence, etc.) pour accompagner et soutenir les bonnes pratiques. Un appel à projets PNDS a été lancé au deuxième trimestre 2019 auxquels ont répondu conjointement les centres de référence, les filières ainsi que les établissements porteurs. Le jury s'est tenu le 28 août et a validé le financement de 178 projets.

Le calendrier de versement des 178 projets financés par la MIG F23 d'Appui à l'expertise se déroulera en deux phases : une première phase de délégation dans la présente circulaire finançant 50% des projets validés et une seconde phase, 14 mois plus tard, dans la 1<sup>ère</sup> circulaire 2021.

La modélisation est la suivante : tout nouveau projet se voit déléguer 15 000 € et tout réactualisation de PNDS déjà publié, se voit déléguer 7 500€.

Les financements ont été délégués soit aux CRMR porteurs, soit à la filière (à la demande de la filière et après courrier d'accord de l'établissement du CRMR porteur). Lorsque les projets sont co-portés par deux filières ou deux CRMR distincts, les financements sont répartis à 50% entre les deux structures.

Ainsi, **le montant de 2,4M€ est délégué dans la présente circulaire** correspondant au financement de 23 établissements sélectionnés de la 1<sup>ère</sup> phase.

## **II. Les mesures pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie**

### **Les assistants spécialistes en soins palliatifs (AC NR)**

Parmi la promotion « 2018-2019 » des assistants spécialistes en médecine de la douleur–médecine palliative, 5 postes ont démarré en mai 2019. Des crédits sont délégués pour un montant total de 192K€ pour la période de mai à décembre 2019 (8 mois), sur la base d'un coût annuel brut de 57 600 €.

Par ailleurs, 33 postes d'assistants spécialistes relèvent de la promotion « 2019-2020 » pour lesquels des crédits sont délégués correspondant aux 2 mois d'exercice en 2019 sur la base d'un coût annuel brut de 57 600 €, soit un montant total de 316,8K€.

Le financement alloué par la présente circulaire s'établit au total à **508,8 K€ en AC NR**.

### **Plateforme Nationale pour la Recherche sur la Fin de Vie (AC NR)**

Le co-financement avec le MESRI de la plateforme nationale pour la recherche sur la fin de vie (ou « plateforme collaborative ») alloué en 2018 est reconduit à hauteur de **67,5K€ pour l'année 2019**.

Créée début 2018, cette plateforme figure parmi les mesures prioritaires du Plan national « Développement des soins palliatifs – accompagnement de la fin de vie ». L'objectif est de rassembler des compétences variées dans les différents champs du continuum de la recherche, de constituer des espaces d'échange de rapprochement entre chercheurs et acteurs, de faire un état des lieux d'effort de recherche, d'élaborer une stratégie scientifique de recherche.

## Le Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (MIG H09 JPE)

**100 K€ NR** sont délégués au Centre National des Soins Palliatifs et de la Fin de Vie (CNSPFV) pour le soutien d'actions de communication, afin de poursuivre la dynamique engagée avec les campagnes menées en 2017 et 2018.

### III. Le plan national maladies neurodégénératives 2014-2019

#### Développement de l'hospitalisation à domicile (HAD) pour les personnes atteintes de maladies neurodégénératives (AC NR)

En 2018, pour la première année, une mesure d'accompagnement financier a été déléguée aux établissements d'HAD afin de lever les freins tarifaires à la prise en charge des patients atteints de maladies neurodégénératives.

Suite à l'analyse des retours de cette première délégation et afin de soutenir la progression de l'activité des établissements d'HAD, **l'accompagnement financier est porté à compter de 2019 à 7,6M€ en crédits AC aux établissements d'HAD.**

Le périmètre est précisé dans la fiche technique diffusée en 2018 sur le site du ministère des solidarités et la santé<sup>1</sup>.

La répartition interrégionale de la dotation est calculée au prorata de l'activité des établissements d'HAD en 2018 pour les prises en charge concernées.

## Les mesures de santé publique

---

### I. Les mesures relatives à la périnatalité et à la collecte, conservation et distribution des produits d'origine humaine

#### Les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN) (MIG F12 JPE)

Les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal ont pour missions de :

- favoriser l'accès à l'ensemble des activités de diagnostic prénatal et d'assurer leur mise en œuvre en constituant un pôle de compétences cliniques et biologiques au service des patients et des praticiens ;
- donner des avis et conseils, en matière de diagnostic, de thérapeutique et de pronostic ;
- poser l'indication de recourir au diagnostic préimplantatoire ;
- d'organiser des actions de formation.

Le modèle de financement mis en place les années précédentes a été maintenu et est construit sur plusieurs niveaux forfaitaires alloués aux centres en fonction d'un score lié à l'activité :

---

<sup>1</sup> [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/microsoft\\_word\\_-\\_fiche\\_technique\\_accompagnement\\_had\\_mnd.nov2018.docx.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/microsoft_word_-_fiche_technique_accompagnement_had_mnd.nov2018.docx.pdf)



- niveau 1 : 182 700 € ;
- niveau 2 : 225 000 € ;
- niveau 3 : 279 000 € ;
- niveau 4 : 333 000 € ;
- niveau 5 : 387 000 €.

Ce score est fondé sur les indicateurs suivants : nombre de dossiers, nombre d'attestations de gravité, nombre d'actes d'imagerie spécialisés, nombre de prélèvements à visée diagnostique, nombre de gestes thérapeutiques.

Depuis 2018, une dotation complémentaire totale de 150 000 € a été mise en place pour tenir compte du niveau d'expertise de certains centres. Elle s'appuie sur un score de complexité obtenu en moyennant les différents critères hors nombre de dossiers.

A compter de 2019, l'année de référence pour le calcul de cette MIG est désormais l'année N-2 (N-3 auparavant).

La dotation qui vous est allouée au titre de cette mission s'élève à **13,9 M€**.

### Les centres de diagnostic préimplantatoire (CDPI) (MIG F13 JPE)

Le diagnostic préimplantatoire comprend les activités suivantes :

- le prélèvement cellulaire sur l'embryon obtenu par fécondation in vitro ;
- les examens de cytogénétique, y compris moléculaire sur la ou les cellules embryonnaires ;
- les examens de génétique moléculaire sur la ou les cellules embryonnaires.

La MIG a pour objet de compenser les charges non facturables liées à la pratique de ce diagnostic.

En 2018, un modèle travaillé en collaboration avec les centres a été mis en place afin d'améliorer la prise en compte de l'activité des centres de DPI, par une meilleure appréciation des coûts supportés, et de contribuer à réduire les délais d'attente des couples. Ce modèle a introduit des paliers d'activité, basés sur le nombre de cycles débutés l'année N-2 en vue d'une ponction d'ovocytes dans le cadre du DPI, et intègre désormais un complément toutes les 5 nouvelles maladies explorées en génétique moléculaire (maladies nécessitant la mise au point d'un test génétique) :

- de 50 à 99 cycles : 262 950 € et par palier de 50 cycles débutés à partir de 100 cycles : 187 950 € ;
- par palier de 5 nouvelles maladies en génétique moléculaire : 13 765 €.

Ce modèle a été affiné afin de sécuriser un financement socle des centres tout en renforçant la prise en compte de la dynamique d'activité par des paliers plus fins. Le modèle affiné mis en œuvre cette année est ainsi le suivant :

- Jusqu'à 225 cycles : 850 000 € et par palier de 25 cycles débutés à partir de 226 cycles : 93 975 € ;
- par palier de 5 nouvelles maladies en génétique moléculaire : 13 765 €.

La dotation qui vous est allouée, à travers cette circulaire, s'élève à **5,5 M€**.

## **Les prélèvements de tissus lors de prélèvements multi-organes et à cœur arrêté (MIG J03 JPE)**

Une dotation complémentaire de **0,1 M€** est allouée à travers cette circulaire en lien le développement de l'activité de prélèvements d'os massifs d'un établissement.

## **II. Les missions de veille sanitaire, de prévention et de gestion des risques sanitaires exceptionnels**

### **Acquisition et la maintenance des moyens des établissements de santé pour la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles (MIG O03 JPE)**

Cette MIG couvre le financement de l'ensemble des matériels et équipements détenus par les établissements de santé ayant vocation à être utilisés pour répondre à une situation sanitaire exceptionnelle. Ces moyens ont vocation à être identifiés au sein du plan zonal de mobilisation et le cas échéant, mobilisé au niveau zonal.

Sont notamment visés :

- Les postes sanitaires mobiles de premier niveau (PSM 1), de deuxième niveau (PSM2), et pédiatriques ainsi que les équipements logistiques associés (remorque, tente, lot radio...) ;
- Les équipements pour la prise en charge des victimes de risques NRBC (respirateurs, unité mobile de décontamination) ;
- Les équipements de protection aux risques NRBC des professionnels de santé et des personnels en charge de la protection de l'hôpital

La présente circulaire délègue une dotation complémentaire de **0,13 M€** au titre de cette MIG pour :

- l'acquisition d'un PSM1 supplémentaire en Corse permettant la prise en charge de 25 victimes réanimatoires supplémentaires. Le coût de cette mesure s'élève à 0,1M€ ;
- le réajustement de la dotation allouée en Hauts-de France pour un montant de 0,03M€.

### **Transfert de contre-mesures médicales complémentaires (AC NR)**

La réalisation de travaux pour augmenter l'espace de stockage dans les établissements de santé qui accueilleront dès 2020 des contre-mesures médicales complémentaires bénéficient d'un soutien de **0,43M€ en AC NR** pour les réaliser.

### III. Autres mesures de santé publique

#### Les observatoires régionaux et interrégionaux des médicaments, des dispositifs médicaux et de l'innovation thérapeutique (OMEDIT) mentionnés à l'article R. 1413-90 du code de la santé publique (MIG H01 JPE)

Suite au débasage et à la modélisation de la MIG OMEDIT, chaque ARS perçoit dans le cadre de la présente circulaire, un **montant complémentaire de 2,9M€** au versement effectué en 1<sup>ère</sup> circulaire 2019. Ainsi, le montant total des crédits alloués dans les deux phases de délégation pour cette MIG est de 7,1M€.

La modélisation prévoit une part socle correspondant à 1 ETP pour chacune des régions (petite, moyenne ou grande) et une part ajustée pour les moyennes et grandes régions, calculée sur le nombre d'établissements de la région, le nombre d'EHPAD, le nombre de professionnels libéraux et la superficie territoriale. Pour atténuer certains effets revenus un lissage est prévu sur 3 années.

#### Les centres d'implantation cochléaire et du tronc cérébral (MIG F09 JPE)

Un montant de **8,7M€** est alloué dans présente circulaire au titre du financement centres d'implantation cochléaire et du tronc cérébral. Le modèle proposé en 2018 est repris cette année. La répartition de cette enveloppe se base sur les données d'activité de pose d'implants issues de l'ATIH de 2015 à 2018. Depuis 2017 la liste des dispositifs médicaux (DM) pris en compte a évolué pour tenir compte des évolutions de la LPP.

#### Les consultations d'évaluation pluri-professionnelle post Accident Vasculaire Cérébral (AVC)

La volonté d'organisation pluridisciplinaire et pluri professionnelle de la consultation post AVC se traduit par une consolidation des consultations d'évaluation pluri professionnelle post AVC systématique au sein des établissements de santé (UNV et SSR).

Le cadre des consultations est établi sur la base des référentiels de prise en charge existants et des recommandations HAS 2012 et 2014 relatives à la prise en charge de l'AVC. Les objectifs et l'organisation proposés sont d'évaluer la maladie vasculaire, d'assurer la meilleure prévention secondaire, de réaliser un bilan pronostic fonctionnel et cognitif, d'adapter le suivi de chaque patient à sa situation en l'orientant s'il y a lieu vers les professionnels et les structures adéquats, de contribuer à sa réinsertion sociale et socioprofessionnelle et de déterminer si les aidants ont besoin de soutien.

Le montant de **3,7M€** est ainsi délégué dans la présente circulaire au titre de la **MIG P11 en JPE**.

Par ailleurs, le montant de **73,4K€** est allouée au titre de la **MIG V03** en JPE pour les consultations AVC.

## Les registres épidémiologiques (MIG H07 JPE)

Un financement complémentaire de **18K€** est délégué par cette circulaire aux Hospices Civils de Lyon au titre de la MIG « registres épidémiologiques » dans le cadre du soutien au registre REMERA.

## Prise en charge exceptionnelle de la spécialité Qarziba® (AC NR)

Cette prise en charge exceptionnelle est effectuée sur la base d'une délégation de crédits maximale de 4 millions d'euros par an, qui sera répartie entre les établissements au prorata de leur consommation réelle et du nombre de patients traités pour l'indication susmentionnée de la spécialité QARZIBA® (dinutuximab beta) du laboratoire EUSA Pharma dans l'indication suivante : « traitement des patients âgés de 12 mois et plus atteints d'un neuroblastome de haut risque, qui ont précédemment reçu une chimiothérapie d'induction et ont présenté au moins une réponse partielle, suivie d'un traitement myéloablatif et d'une greffe de cellules souches hématopoïétiques, avec ou sans maladie résiduelle ».

En conséquence, sur la base des données transmises par l'ATIH, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 décembre 2018, la somme de **980 K€** est allouée dans la présente circulaire.

## Prise en charge psychologique des mineurs de retour de zones de conflit (Syrie-Irak) (DAF PSY NR)

L'instruction du Premier ministre du 23 février 2018 définit les modalités de prise en charge et d'accompagnement adaptées à la situation des mineurs de retour de zones d'opérations de groupements terroristes, concernant notamment le bilan somatique et médico-psychologique au sein d'établissements de santé identifiés par les ARS ainsi que le suivi le cas échéant.

Depuis la mise en place du dispositif, les mineurs concernés sont restés concentrés en Ile de France et trois établissements de la région Ile-de-France ont été identifiés sur cette mission : l'APHP (Hôpital Avicenne), le CHIC de Créteil et le CH de Versailles. **75 K€** sont ainsi délégués par la présente circulaire à destination du CH de Versailles, ce dernier ayant connu une hausse de son activité.

## IV. Les mesures liées aux urgences

### Aide médicale en milieux périlleux (MIG Q06 JPE)

La MIG « aide médicale en milieu périlleux » vise à accorder un appui financier aux SMUR intervenant en mer et en montagne, du fait de besoins particuliers en équipement. Une délégation complémentaire de **182K€** est réalisée dans la présente circulaire.

### ANTARES (AC NR)

ANTARES est un réseau numérique national de radiocommunication qu'utilisent les services publics concourant aux missions de sécurité civile (notamment les sapeurs-pompiers et

SAMU). La loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (art 9) pose en effet le principe de l'interopérabilité des réseaux de communication radioélectriques et des systèmes d'information des services publics qui concourent aux missions de sécurité civile. Les SAMU ont été assimilés à des services publics concourant aux missions de sécurité civile par le décret n° 2006-106 du 3 février 2006.

L'arrêté modificatif de l'arrêté du 10 mai 2011 portant répartition des contributions financières des services utilisateurs de l'infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT), qui regroupe les réseaux Antares, Acropol (pour la Police nationale), et Corail NG et Rubis (pour la Gendarmerie Nationale), fixe à 1,5 M€ le montant devant être versé annuellement pour l'ensemble des SAMU au titre du fonctionnement du réseau. Aussi, la présente circulaire verse **1,5 M€ en AC non reconductible à ce titre**. Ce montant est versé au CHU de Grenoble, établissement pivot pour la contribution de la Santé au réseau INPT.

## V. Les mesures relatives à l'offre de soins aux personnes détenues

### Unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP)

Un montant total de **190 K€ est délégué au titre de la MIG T03 R**

Ces crédits sont destinés au financement de 3 mois de fonctionnement des unités sanitaires des structures d'accompagnement vers la sortie (SAS) de Poitiers et de Bordeaux, dont les ouvertures sont respectivement programmées au dernier trimestre 2019 et au premier trimestre 2020.

Ces dotations MIG, contribuent, en sus de la T2A, à financer l'ensemble des consultations somatiques de médecine générale et de spécialités, dont les prestations dentaires et les prestations pouvant découler de celles-ci.

Un montant total de **63,3K € est délégué au titre de la DAF PSY R.**

Ces crédits sont destinés au financement de 3 mois de fonctionnement des unités sanitaires des structures d'accompagnement vers la sortie (SAS) de Poitiers et de Bordeaux, dont les ouvertures sont respectivement programmées au dernier trimestre 2019 et au premier trimestre 2020.

Ces dotations DAF sont destinées à financer l'ensemble des activités ambulatoires en psychiatrie.

### Chambres sécurisées (MIG T04 R)

Un montant total de **155,8 K€ est délégué pour le financement de 3 chambres sécurisées** dont une est située au Centre hospitalier d'Avallon et deux au centre hospitalier de Bigorre.

### Offre graduée de soins en santé mentale (DAF PSY R)

Un montant total de **369,3 K€** est délégué en crédits reconductibles pour le développement de l'offre graduée de soins en psychiatrie.

Ces crédits sont destinés à financer le développement d'activités groupales assurées par le CH de Saint Etienne au centre de détention de Maison d'Arrêt de Saint-Etienne-la-Talaudière, par le CH de Nancy au sein du centre pénitentiaire de Nancy-Maxéville.

Ils ont également vocation à financer les activités groupales des unités sanitaires des SAS de Poitiers et de Bordeaux dont les ouvertures sont programmées au dernier trimestre 2019 et au premier trimestre 2020.

Enfin, le financement d'une partie du CATTP de Longuenesse est régularisé par l'allocation de 79 K€.

## **Annexe IV**

### **Investissements hospitaliers**

Cette annexe a pour objet de vous présenter les délégations allouées au titre de l'investissement des établissements de santé.

#### **I. Le répertoire Opérationnel des Ressource (ROR) (AC NR)**

Le programme ROR, piloté par la DGOS et l'ASIP avec la DGCS et la CNSA, comprend d'une part, l'élaboration d'un cadre national de fonctionnement et d'une doctrine d'urbanisation et d'autre part, une mise en œuvre opérationnelle par les ARS. Chaque ARS est responsable de la mise en œuvre d'un ROR régional, conforme à la doctrine d'urbanisation et interoperable avec les autres régions ; elle assure le pilotage du peuplement du ROR régional selon les modalités choisies et peut confier au GRADeS l'administration et l'exploitation de la solution.

**3,5 M€ de crédits AC NR** sont délégués aux ARS pour appuyer la mise en œuvre régionale du programme ROR au titre des besoins suivants :

- mise en œuvre des évolutions des solutions ROR en cohérence avec la feuille de route nationale ;
- appui au peuplement du ROR sur le champ sanitaire et médicosocial (respect du périmètre défini dans le cadre du programme ROR) ;
- appui au déploiement des interfaces avec les applications du cercle de confiance ROR national, à l'exploitation et la maintenance de la solution régionale.

Ce financement se répartit de la façon suivante :

- 1 M€ pour la mise en œuvre des évolutions des solutions ROR en cohérence avec la feuille de route nationale ;
- 2,5 M€ dans la mise en œuvre régionale du programme ROR par les 17 ARS sur la base de la clé de répartition suivante :
  - ✓ Une base fixe de 90 000 € par ARS, soit un montant total de 1 530 000 € ;
  - ✓ Une part variable, proratisée sur la base de l'activité pour un montant total de 970 000 €.

Par ailleurs, 75 000 € sont délégués à l'ARS ARA en vue de l'évolution de l'application «ViaTrajectoire» pour mettre en œuvre les évolutions attendues dans le cadre de la stratégie nationale sur les troubles du neuro-développement.

#### **II. Appel à projets relatif à la convergence des systèmes d'informations (SI) au sein des groupements hospitaliers de territoire (GHT) - AC NR**

L'accompagnement national mis en place dans le cadre de la convergence des systèmes d'information de GHT prévoit l'octroi d'un soutien financier aux GHT éligibles, sous réserve :

- de leur conformité aux critères d'éligibilité lors de la sélection du GHT et de leur justification dans les outils correspondants
- de leur conformité aux critères de financements en amorçage (pour l'enveloppe 2019) et en usage (pour l'enveloppe 2020) ainsi que de leur justification dans les outils correspondants
- que les projets ne soient pas déjà subventionnés. Cet accompagnement est complémentaire aux autres appuis, notamment les soutiens financiers que chaque ARS peut accorder dans le cadre du fonds d'intervention régional.

Il convient de distinguer les critères d'éligibilité qui fixent les conditions dans lesquelles un GHT peut déposer un dossier de demande de financement et les critères de financement qui conditionnent le versement du financement.

Les modalités de financement de l'appel à projets SI GHT sont détaillées dans l'instruction N°DGOS/PF5/2019/195 du 06 septembre 2019 relative à l'appel à projet pour la mise en œuvre de la convergence des systèmes d'information des groupements hospitaliers de territoire.

Chaque ARS est chargée de la sélection, l'instruction, le suivi et la validation des projets dans le respect des critères d'éligibilité, des conditions de financements présentées dans l'instruction et selon ses propres procédures.

La fenêtre de candidature est ouverte jusqu'au 18 novembre 2019. Les notifications devront avoir été adressées à chaque GHT pour les informer de la sélection ou non de leurs projets au plus tard le 2 décembre.

La présente circulaire alloue **7M€ de AC NR**. Si des GHT de psychiatrie sont retenus dans le cadre de l'appel à projet, un ajustement entre vecteur AC et DAF Psy sera opéré en 3<sup>ème</sup> circulaire budgétaire.

### III. SI-ACHAT

La mise en place de la fonction d'achat de GHT nécessite d'une part, une coordination forte entre les établissements parties du GHT et d'autre part, une montée en efficience des processus d'achat pour garantir une continuité de la production contractuelle et une performance économique maintenue.

Les outils SI de la fonction achat deviennent dès lors nécessaires pour qu'elle puisse assurer ses missions.

Les prestations à financer couvrent d'une part, un support à la définition de ce dispositif et des outils SI-Achat et d'autre part, l'accompagnement des établissements hospitaliers pour contribuer à la mise en œuvre fluide et efficace de ces nouveaux outils SI-Achat.

**1,65M€ en AC NR et 0,35 en DAF PSY NR** sont alloués dans la présente circulaire.



## IV. Symphonie

Au titre du programme Symphonie (FIDES, ROC, CDRI, Diapason,...), **4,9M€ en AC NR** et **0,02 M€ en DAF PSY NR** ont alloués dans la présente circulaire.

Pour appuyer les établissements de santé (EBNL et EPS) ayant une activité MCO, un accompagnement financier national est versé en crédits AC non reconductibles comme précisé dans l'instruction N°DGOS/PF/2018/146 du 14 juin 2018 relative à l'accompagnement des établissements de santé pour la mise en œuvre du programme SIMPHONIE (simplification du parcours administratif hospitalier par la numérisation des informations échangées).

Cet accompagnement financier permettra de soutenir financièrement les établissements de santé qui s'engagent dans le programme au titre de sa généralisation.

## **Annexe V**

### **Innovation, recherche et référence**

## **I. Dotation socle de financement des activités de recherche, d'enseignement et d'innovation**

En rectificatif de l'Annexe VII de la CIRCULAIRE N° DGOS/R1/2019/111 du 07 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé, il est précisé qu'en 2019, 5 établissements publics de santé mentale (EPSM) ayant renseigné le système d'information SIGAPS-SIGREC perçoivent une allocation à hauteur de 4,3 M€.

## **II. Projets de recherche**

La première tranche de financement de projets de recherche sélectionnés en 2018 est déléguée au titre du programme hospitalier de recherche clinique interrégional (PHRC-I AURA, Est, Grand Ouest, Ile-de-France, Méditerranée, Grand Ouest, SOHO). Le total des financements de ces premières tranches pour 96 projets s'élève à **3,62 M€**.

La première tranche de financement de projets de recherche sélectionnés en 2019 est déléguée au titre du programme de recherche translationnelle en santé (PRT-S).

Au titre du financement des projets sélectionnés au titre du programme de recherche translationnelle en cancérologie (PRTK) en 2014, une première tranche de 15 %, plafonnée à 50 000 €, a été déléguée dans le cadre de la circulaire DGOS/R1 N° 2015-140 du 22 avril 2015 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2015 des établissements de santé. Puis, afin d'harmoniser le financement de ces projets sur ceux des autres projets sélectionnés au titre du programme de recherche translationnelle, la part du budget du projet déléguée en première tranche a été augmentée à 25 % non plafonnée. La régularisation de l'écart de délégation engendrée n'ayant pas encore eu lieu, elle intervient sur la présente circulaire.

Les projets de recherche sélectionnés en 2018 et dans les années antérieures sont financés en fonction de leur avancement. Sont déléguées les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> tranches des programmes de recherche suivants :

- recherche translationnelle (PRT-K, PRT-S)
- recherche clinique (PHRC-N, PHRC-K, PHRC-I)
- recherche médico-économique (PSTIC, PRME-N)
- recherche sur la performance du système de soins (PREPS)
- recherche infirmière et paramédicale (PHRIP)

Le total des financements délégués pour ces projets de recherche s'élève à **18,47 M€** dont **0,03 M€** convertis en DAF pour un EPSM.

Un fichier détaillant l'ensemble des financements délégués par projet de recherche et par établissement est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la santé : <http://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/recherche-et-innovation/article/les-missions-d-enseignement-de-recherche-de-reference-et-d-innovation-merri>

### III. Financement de l'innovation

La dotation totale de la MERRI relative aux actes hors nomenclatures (G03) s'élève cette année à **380,10M€**. 25 % de cette dotation ont été délégués dans le cadre de la circulaire N°DGOS/R1/2019/111 du 07 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé. Dans le cadre de la présente circulaire, les 75 % restants, soit **283,48M€** (hors SSA financé à hauteur de 1,16 M€), sont délégués aux établissements de santé.

Les dotations 2019 sont calculées à 60 % en fonction de la dotation théorique 2018, le reste de l'enveloppe étant réparti en fonction de l'activité 2018.

Cette année, comme la précédente, l'ensemble de la dotation est déléguée selon la règle du financement au prescripteur et non plus celle du financement à l'effecteur.

### IV. Soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation (MIG D20 JPE)

La dotation déléguée de **0,92 M€** se décompose ainsi :

- **0,35 M€** au GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences au titre du soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation ;
- **0,30 M€** à 3 établissements (AP-HP, CHRU de Tours, CHU de Montpellier) au titre de leur centre d'excellence de recherche sur l'autisme et les troubles du neuro développement ;
- **0,14 M€** au CHU de Reims au titre du soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation ;
- **0,12 M€** au CHRU de Brest au titre du soutien exceptionnel à la recherche et à l'innovation.

### V. Missions de référence

En première circulaire budgétaire, la délégation au titre de la MERRI relative aux **centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles (CNR)** (F14) a porté sur 60% de la dotation déléguée en 2018, en harmonisant à 12 mois la base de calcul de chaque CNR. Dans le cadre de la présente circulaire, les 40 % restants, soit **4,51 M€**, sont délégués aux établissements de santé participant à cette mission (hors SSA financé à hauteur de **0,59 M€**), en rénovant le modèle pour le corrélérer encore davantage à la réalité des besoins de financements et à l'activité des CNR, sur le fondement de la nature et du volume d'activité de chaque CNR.

La mission d'intérêt général relative au financement des activités de recours exceptionnel a vocation à prendre en charge des activités rares de recours ultraspécialisées identifiées par un ou plusieurs actes CCAM classant(s) mais dont les coûts sont insuffisamment couverts par les tarifs.

Le recensement auprès des établissements de l'activité au titre des techniques chirurgicales et interventionnelles éligibles au recours exceptionnel et celui des surcoûts moyens estimés

permettent de répartir une dotation totale de **49,51 M€** entre 248 établissements de santé (hors SSA, lequel se voit allouer **0,01 M€**).

## **VI. Plan France Médecine Génomique AC NR**

Au titre de la mesure 1 du Plan France Médecine Génomique, une dotation de 1,56M€ d'aide à la contractualisation (AC) est déléguée au GCS AURAGEN et une dotation de 1,17 M€ au GCS SeqOIA.

Ainsi au total, la somme de **2,7M€** est déléguée au titre de ce plan dans la présente circulaire.

## Annexe VI

### Financement des activités de psychiatrie

Cette annexe a pour objet de vous présenter les délégations allouées au titre du financement des activités de psychiatrie.

#### Feuille de route santé mentale et psychiatrie et Stratégie nationale autisme au sein des troubles du neuro-développement

##### Développement des soins de réhabilitation psychosociale sur les territoires - DAF PSY R

L'offre de soins de réhabilitation psycho-sociale reste aujourd'hui très disparate et peu développée dans certains territoires. C'est pourquoi, le renforcement et le développement d'une offre de proximité font partie des priorités identifiées par la feuille de route santé mentale et psychiatrie, affirmées dans la stratégie de transformation de notre système de santé mais également par la stratégie autisme au sein des troubles du neuro-développement.

L'instruction DGOS/R4/2019/10 du 16 janvier 2019 a fourni aux ARS un cadre de référence national pour organiser et structurer, en région, l'offre de soins de réhabilitation psychosociale portée par des établissements de santé autorisés en psychiatrie et une première tranche de crédits a été allouée en 2018 d'un montant de 5,247M€.

Une deuxième tranche de crédits d'un montant de **5.7M€** est allouée dans le présente circulaire pour poursuivre la montée en charge de ces dispositifs sur l'ensemble des territoires et contribuer ainsi à l'amélioration de la couverture territoriale.

La répartition inter régionale de ces crédits, destinés aux établissements de santé autorisés en psychiatrie, a été calculée sur une base populationnelle.

Une évaluation de la mise en œuvre de ces crédits sera réalisée en 2020.

##### Accompagnement des prises en charge ambulatoire et de la mobilité des équipes en psychiatrie (DAF psychiatrie R)

Conformément aux orientations de la feuille de route santé mentale et psychiatrie, le Ministère soutient le développement des prises en charge ambulatoires, y compris intensives, et les interventions au domicile du patient incluant les ESMS.

Ces prises en charge font partie intégrante de l'organisation des soins de proximité dans le cadre de la mission de psychiatrie de secteur, pour aller au-devant des personnes et favoriser le maintien de la personne dans son milieu de vie ordinaire, facilitant son insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de fluidifier l'accès aux soins et de réduire les délais d'attente.

Pour accompagner leur développement, **4 M€ de crédits sont délégués dans la présente circulaire**, répartis sur une base populationnelle

Ces crédits peuvent également être mobilisés dans le cadre de la mise en place du parcours de bilan et d'intervention précoce pour les troubles du neuro développement, pour valoriser la participation aux plateformes d'orientation et de coordination des établissements de santé autorisés en psychiatrie, dans les cas où ils ne sont pas porteurs de plateformes mais sont

fortement mobilisés dans leur mise en œuvre. Au titre de l'aller-vers, le renforcement de dispositifs complémentaires intersectoriels tels que les équipes mobiles psychiatrie précarité (EMPP) peut par ailleurs être envisagé.

Cette mesure fera l'objet d'un suivi en 2020, concernant notamment l'accessibilité aux soins »

### **Mise en place des Plateformes d'orientation et de coordination dans le cadre de la mise en place du parcours de bilan et d'intervention précoce pour les troubles du neuro développement (TND) (AC NR)**

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 prévoit la construction d'un parcours coordonné de bilan et d'intervention précoce pour les enfants de 0 à 6 ans inclus.

Les crédits sanitaires correspondants, qui s'élèvent à 5,1 M€ sur la durée de la stratégie, sont destinés exclusivement aux structures sanitaires porteuses de plateformes. Ils sont prévus à partir de 2020 mais peuvent faire l'objet d'une délégation par anticipation dès fin 2019. A cet effet, des crédits à hauteur totale de **800,5K€ sont délégués dans la présente circulaire**, pour des établissements sanitaires porteurs (CH Alpes-Isère, CH Versailles, CHU Nantes).

Par ailleurs, dans les cas où les établissements sanitaires ne sont pas porteurs de plateformes mais sont fortement mobilisés dans leur mise en œuvre, vous avez la possibilité de mobiliser l'enveloppe de 80M€ de crédits exceptionnels alloués à la psychiatrie en première circulaire budgétaire 2019, ainsi que les 4M€ délégués dans le cadre de la présente circulaire pour l'accompagnement des prises en charge ambulatoires et de la mobilité des équipes en psychiatrie.

Il s'agit pour ces structures sanitaires non porteuses de plateformes :

- De prendre en compte leur implication conséquente dans la mise en œuvre de la plateforme, eu égard à leurs compétences dans le champ des TND et aux dispositifs spécifiques dédiés à ce public qu'elles gèrent et qui sont susceptibles d'être fortement mobilisés dans le parcours des enfants concernés ;
- D'accompagner, pour certaines, leur engagement dans la transformation de leurs pratiques et/ou organisation, afin de leur permettre de répondre aux objectifs et cadre définis pour être partie prenante à ce type de plateforme, au regard de l'enjeu d'intégration des services porté par celles-ci.

## **Annexe VI**

### **Accompagnements et mesures ponctuelles**

Cette annexe a pour objet de vous présenter les délégations allouées au titre d'accompagnements ou de mesures ponctuelles.

#### **Le soutien exceptionnel aux établissements de santé en difficulté**

A titre exceptionnel, un accompagnement à hauteur de **9,5 M€** est versé, toutes enveloppes de financement confondues, en crédits non reconductibles par cette circulaire afin d'accompagner les établissements de santé dans leurs difficultés de trésorerie.

Ces aides, versées à titre exceptionnel, doivent avoir pour contrepartie la poursuite des actions de redressement des hôpitaux concernés. Il conviendra de veiller par conséquent à ce que l'allocation des aides respecte strictement un principe de dégressivité pour tenir compte de la trajectoire de retour à l'équilibre engagée par les établissements. Les contrats de retour à l'équilibre devront acter ce principe.

#### **Les opérations de fongibilité « classique »**

Dans le cadre de l'instruction N°DGOS/DGCS/DSS/R1/5C/1A/2018/266 du 21 décembre 2018 relative aux opérations de fongibilité et transferts pris en compte pour la détermination des objectifs de dépenses sanitaires et médico-sociaux, les opérations de fongibilité «classique», validées et donnant lieu à des transferts entre enveloppe sont intégrées dans la présente circulaire pour un montant total de **5,2M€**.